



La série «Narcos», produite par Netflix, a contribué à la hausse de son chiffre d'affaires ces derniers mois. (NETFLIX)

## Netflix dépensera 6 milliards dans de nouvelles séries

**TÉLÉVISION** Le numéro un mondial de la vidéo a la demande ne cesse de développer son offre. En Suisse, il propose plus de 2100 films et épisodes de séries

ANOUCHE SEYDAGHIA  
@Anouch

Il y a pile trois mois, Reed Hastings s'excusait platement devant les investisseurs. Après des résultats jugés décevants, l'action avait plongé de 13%. «Il est de nouveau temps pour moi de présenter mes excuses pour la volatilité de l'action», a plaisanté le directeur de Netflix dans la nuit de lundi à mardi. Les résultats du troisième trimestre du numéro un mondial de la vidéo à la demande ont fait grimper l'action de 20% dans les échanges hors bourse. Si Netflix a annoncé une hausse plus importante que prévu du nombre de ses abonnés, il a surtout rassuré en annonçant des investissements en hausse.

Cette année, Netflix aura dépensé 5 milliards de dollars (4,95 milliards de francs) dans des productions propres de films et surtout de séries, en association avec des studios d'Hollywood. Pour 2017, le montant prévu est de 6 milliards de dollars. Ces investissements doivent permettre à l'éditeur des séries *Narcos*, *Orange is the New Black* ou encore *Stranger Things* de créer plus de 1000 heures de contenu original l'an prochain, soit une hausse de deux tiers par rapport à cette année. A titre de comparaison, Amazon, qui tente de concurrencer Netflix, a investi 3 milliards de dollars en contenu propre l'année passée. Pour conforter sa place de numéro un, Netflix compte financer ses investissements en s'endettant.

Ses séries et ses films, la société les propose à un nombre grandissant de téléspectateurs. Netflix est aujourd'hui présent dans 130 pays, dont la Suisse depuis septembre 2014. Parmi les grands marchés, seule la Chine lui échappe pour le moment. Netflix compte 83 millions d'abonnés payants (un chiffre en hausse de 3,57 millions sur trois mois). Sur le troisième trimestre, le chiffre d'affaires est passé de 1,74 à 2,29 milliards de dollars, pour un bénéfice en hausse de 29,4 à 51,5 millions.

**Netflix veut créer plus de 1000 heures de contenu original l'an prochain, soit une hausse de deux tiers par rapport à cette année**

Malgré sa domination mondiale, le directeur de Netflix aime répéter à ses employés qu'en face, Facebook et YouTube comptent plus d'un milliard d'utilisateurs actifs de leurs services de vidéo. «Nous sommes si petits comparés à des sociétés spécialisées dans la vidéo sur Internet», a affirmé Reed Hastings. En Suisse, les services de Netflix sont disponibles sur smartphone, tablette, ordinateur et téléviseur – UPC proposera, dans les prochains mois, son application à ses clients. Netflix ne donne pas de chiffre d'audience en Suisse, où il fait

face à la concurrence de Swisscom et UPC – qui proposent films et séries à la demande –, mais aussi d'acteurs indépendants, tels que HollyStar. La société basée à Neuchâtel loue des vidéos aux particuliers et fournit aussi son service à Sunrise et Ex Libris.

**2170 vidéos en Suisse**

Pour Eric Grignon, directeur d'HollyStar, la concurrence de Netflix est à relativiser: «Bien sûr, c'est un acteur important qui propose un service de qualité au niveau mondial. Mais on constate qu'en Suisse, de nombreuses séries proposées ne sont pas très récentes, et que du contenu original n'est parfois pas disponible ici.» Swisscom avance le chiffre de 3000 titres en français, pour un total de 9000 dans les trois langues. De plus, avec l'abonnement Play, Swisscom offre un catalogue distinct de 7500 titres pour la Suisse romande.

En Suisse, selon un site spécialisé indépendant, Netflix proposerait 2170 vidéos, contre par exemple 5087 aux Etats-Unis. «Il y a clairement une place pour nous sur le marché suisse, car nous proposons de nombreuses séries un jour après leur diffusion aux Etats-Unis», poursuit Eric Grignon. Nous constatons que le volume de la vidéo à la demande double chaque année, ce qui nous a permis d'être rentables depuis 2015 et d'augmenter de 22% notre chiffre d'affaires cette année. Du coup, HollyStar songe à lancer une offre illimitée – pour l'heure, il dispose d'une offre semi-illimitée, comprenant 20 films (renouvelés chaque mois) pour 9,90 francs mensuels. A titre de comparaison, l'offre standard de Netflix coûte 14,90 francs. ■

## Genève, cancre fiscal de la Suisse, selon la CCIG

**RAPPORT** En comparaison nationale, le canton ponctionne trop lourdement ses citoyens et ses entreprises, dépense mal cet argent et plus qu'il ne le devrait, estime la Chambre de commerce d'industrie et des services de Genève

DEJAN NIKOLIC  
@DejNikolic

La première étude fiscale de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) s'intitulait «Genève paie trop d'impôts». Nous étions en 1991. Ce mardi, l'association économique genevoise a présenté son huitième rapport en la matière: «Finances publiques et fiscalité: des enjeux majeurs pour l'avenir de Genève». Un quart de siècle sépare les deux comptes rendus. Mais leur teneur reste pour ainsi dire immuable. «Nous prônons toujours une fiscalité modérée et des finances publiques saines, le contexte actuel étant la 3e réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)», résume Jacques Jeanherat, directeur général de la CCIG.

L'étude de la CCIG se veut comme un aide-mémoire pour les députés du canton. Son contenu rappelle que Genève perçoit – malgré la baisse d'impôts pour les personnes physiques votée en 2009 – les recettes fiscales les plus élevées de Suisse, soit plus de 17000 francs par habitant, contre environ 11000 francs dans le canton de Vaud et un peu moins de 9000 francs à Zurich. «Notre canton est le plus vorace» du pays souligne Charles Lassaucq, membre de la direction de la CCIG. Il perçoit 34,2% de son potentiel de ressources fiscales, contre 23,3% à Zurich ou 11,6% à Zoug.

**Champion des dépenses par habitant**

Genève est aussi le champion fédéral des dépenses par habitant, juste derrière Bâle, avec près de 23500 francs par personne (investissements compris), contre un peu plus de 16000 francs pour Vaud et 15000 francs pour Zurich. Le canton est aussi le plus géné-

reux du pays avec sa fonction publique: 8620 francs de frais par habitant, contre 5604 francs pour Zurich et 5406 pour Vaud. «Genève s'octroie d'importantes sommes pour assurer son fonctionnement. Le vote du budget cantonal est traditionnellement le théâtre de psychodrames», déplore Charles Lassaucq pour qui l'Etat n'a aujourd'hui plus aucune marge de manœuvre.

Selon la Chambre de commerce d'industrie et des services de Genève, ces «fortes» dépenses des collectivités genevoises ne servent pas à investir dans des infrastructures stratégiques, mais à entretenir des prestations à la population (culture, logements sociaux, aide sociale, etc.). Conséquence: la dette brute genevoise représente aujourd'hui 183% des revenus annuels du canton, soit un niveau jugé inquiétant, car proche du seuil de 200% considéré comme critique. Pire: Genève n'est pas en mesure d'auto-financer ses investissements de manière adéquate, son taux en la matière étant en moyenne de 62% depuis 1991, soit un niveau habituellement observé en période de récession.

**«La mère de toutes les réformes»**

Autre «carcan» pour les finances publiques du bout du lac: 7% des contribuables génèrent plus de la moitié des recettes. Et 85% de l'impôt sur la fortune provient de 5% des personnes assujetties. «A Genève, la pyramide fiscale selon le revenu imposable est un colosse aux pieds d'argile, ce qui ne cesse de s'aggraver depuis vingt-cinq ans», relève le fiscaliste Yves Cogne, membre de la Commission fiscale de la CCIG.

Seul élément positif du rapport: les perspectives liées à la «mère de toutes les réformes», la RIE III. Le grand chantier fiscal visant à ramener l'impôt pour les personnes morales à 13,49% coïncidera dans un premier temps «plus de 300 millions de francs aux multinationales», selon le président de la CCIG Pierre Poncet. Et ce dernier de conclure: «Toutefois, la refonte du système générera d'ici trois à cinq ans des emplois et de nouvelles recettes.» ■

**SUR LE WEB**

Twitter  
Suivez les tweets de la rubrique économique du «Temps» sur: @LeTempsEco

## Scandale Volkswagen: Audi repousse des projets

**AUTOMOBILE** Le constructeur allemand, filiale du groupe Volkswagen touché par le scandale des moteurs diesel truqués, va repousser certains projets technologiques pour réduire ses coûts, ont annoncé lundi soir des sources proches d'Audi

Les coupes chez Audi toucheront les projets de pointe. Le constructeur avait dit qu'il se recentrerait sur les véhicules verts et les services numériques sur une période s'étendant jusqu'en 2025. Il entend ainsi prendre en compte la concurrence accrue de constructeurs tels que BMW et Mercedes-Benz.

Un porte-parole d'Audi a expliqué lundi sans autre précision que les projets liés à un futur campus technologique implanté au siège d'Ingolstadt et baptisé «N-Campus» seraient reportés. La nouvelle n'est pas du goût des syndicats, alors qu'Ingolstadt a perdu la production du SUV Q5 au profit d'une usine mexicaine et que le premier véhicule électrique produit industriellement est prévu pour Bruxelles. Par ailleurs, dans un article paru

mardi dans la *Süddeutsche Zeitung*, Bernd Osterloh, le président du comité d'entreprise de la maison mère Volkswagen, exhorte le constructeur à s'engager à investir dans la conception et la production de batterie pour voitures électriques.

«C'est important pour les sites en Allemagne; il nous faut un engagement de produire des batteries pour éviter des suppressions de postes», dit-il, voulant par ailleurs que la direction s'engage à produire certains modèles en Allemagne pour assurer une utilisation élevée des sites locaux de Volkswagen et éviter toute fermeture.

**Jusqu'à 25000 postes biffés chez Volkswagen**

Bernd Osterloh déclarait la semaine dernière que le groupe Volkswagen pourrait supprimer jusqu'à 25000 postes sur les dix prochaines années par le biais des départs en retraite, ce qui contribuerait aux économies annoncées pour relancer la marque Volkswagen après le scandale des moteurs diesel truqués. ■ AF5

### PANORAMA

#### Accélération post-Brexit de l'inflation au Royaume-Uni

L'inflation s'accélére au Royaume-Uni quelques mois après le vote en faveur du Brexit, ce qui fait craindre pour le pouvoir d'achat des ménages au moment où la livre est dépréciée. Les prix à la consommation ont grimpé de 1,0% en septembre sur un an, soit nettement plus que la hausse d'août (+0,6% sur un an), a annoncé mardi l'Office des statistiques nationales (ONS), qui met en avant une hausse des prix des vêtements et de l'essence, ainsi qu'une stabilisation des prix du gaz, qui avaient baissé l'an passé. L'inflation n'avait pas été aussi vigoureuse depuis novembre 2014, et de nombreux analystes pointent le risque d'une hausse accélérée des prix au Royaume-Uni à cause de la chute vertigineuse subie par la livre sterling depuis la décision des Britanniques, le 23 juin, de quitter l'Union européenne. Le monnaie britannique a atteint en effet le 7 octobre son plus bas niveau en sept ans et demi face à l'euro et en plus de 31 ans face au dollar, sur fond de crainte de sortie du marché unique. AFP

#### Libre-échange: ultimatum de Bruxelles à la Belgique

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a donné à la Belgique jusqu'au sommet européen des 28 dirigeants de l'UE à Bruxelles vendredi pour accorder son feu vert au CETA, traité de libre-échange avec le Canada, lors d'une conférence de presse mardi. «Il doit y avoir un accord vendredi, lors du sommet européen. [...] Nos amis canadiens ont besoin de savoir s'ils doivent réserver leurs billets ou pas», a déclaré Cecilia Malmström, interrogée par une journaliste pour savoir si la date butoir était fixée au sommet de l'UE à Bruxelles. «Si nous ne parvenons pas à avoir d'accord, alors il n'y aura pas de sommet (du 27 octobre)», a-t-elle prévenu. Le refus du CETA la semaine dernière par les francophones de Belgique, unique en son genre dans toute l'Union européenne, a bloqué le feu vert du royaume et déclenché une intense activité diplomatique. Les ministres du Commerce des 28 étaient en effet censés donner mardi à Luxembourg leur accord à la signature du traité. AFP